













COMMUNIQUÉ

29ème édition du Salon International de l'Edition et du Livre : Sept institutions et instances de protection des droits et libertés, de la bonne gouvernance, du développement humain et durable et de la démocratie participative tiennent un pavillon commun

A l'occasion de l'organisation de la 29^{ème} édition du Salon international de l'édition et du livre (SIEL), prévue à Rabat du 9 au 19 mai 2024, sept institutions de protection des droits et libertés, de la bonne gouvernance, du développement humain et durable et de la démocratie participative sont convenues d'être présentes ensemble sur un pavillon commun, tout en tenant leurs activités de manière autonome.

Prendront part à ce pavillon le Conseil économique, social et environnemental (CESE), l'Institution du Médiateur du Royaume (IMR), le Conseil de la communauté marocaine à l'étranger (CCME), la Haute autorité de la communication audiovisuelle (HACA), le Conseil de la concurrence (CC), l'Instance nationale de la probité, de la prévention et de la lutte contre la corruption (INPPLC) et la Commission nationale de contrôle de protection des données à caractère personnel (CNDP).

A travers cette présence conjointe sur le même pavillon, les sept instances susmentionnées souhaitent renforcer leur visibilité, promouvoir la culture de la citoyenneté et favoriser un dialogue avec le public. En effet, cette initiative, qui s'inscrit dans une perspective de cohérence et de complémentarité des domaines de compétence des différentes institutions et instances, permettra au public du Salon de prendre connaissance des rôles et missions qui leur sont dévolues et de se familiariser avec leurs modes de fonctionnement et le bilan de leurs activités.

Les visiteurs du salon pourront aussi prendre connaissance des publications produites par ces institutions et instances et interagir, lors des conférences et autres animations programmées, avec leurs représentants respectifs sur leurs réalisations en matière d'effectivité des droits, de régulation, de bonne gouvernance, de développement durable et de démocratie participative.